

La lettre eau

Actualités

04. Le Système d'Information sur l'Eau (SIE)

06. Arasement de barrage d'un ancien moulin

Dossier

Des nouveaux SDAGE au secours de la politique de l'eau ?

07. Réforme de la gouvernance des Comités de bassin

10. Quelle intégration des enjeux de pollutions diffuses ?

12. Continuité ou discontinuité écologique ?

14. Vers quelle gestion quantitative de l'eau ?

Point de vue

16. Les gagnants du concours photo 2015



Fédération française des Associations
de Protection de la Nature et de
l'Environnement, fondée en 1968,
reconnue d'utilité publique en 1976.



«France Nature Environnement rassemble plus de 3000 associations nationales, régionales et locales réparties sur l'ensemble du territoire. Présente dans de nombreuses institutions de concertation, la fédération nationale place la protection de la nature, de l'environnement et de notre santé au cœur des décisions publiques afin que les décideurs politiques n'ignorent plus les préoccupations des citoyens».

La politique de l'eau requiert une attention constante de la part des citoyens, afin de veiller à une eau de bonne qualité, respectueuse de la santé humaine, ainsi qu'à la biodiversité des milieux naturels aquatiques.

Les pages du site de FNE dédiées à l'eau ont cette vocation de vous transmettre l'essentiel de l'information sur l'eau en France, tout comme une analyse des politiques dans ce domaine.

Venez visiter les pages eau :

<http://www.fne.asso.fr>

Pôle ressources en eau et
milieux naturels aquatiques
de France Nature Environnement

3 rue de la Lionne - 45000 Orléans

☎ 02 38 62 55 90

e.mail : polleeau@fne.asso.fr

site web : www.fne.asso.fr

La Lettre eau est éditée par un imprimeur labellisé Imprim'Vert. Cela signifie qu'il respecte 3 objectifs :

- la bonne gestion des déchets dangereux
- la sécurisation des stockages de produits dangereux
- l'exclusion des produits toxiques des ateliers.

Par ailleurs, la Lettre eau est imprimée sur du papier recyclé.



Directeur de la publication : Denez L'Hostis

Rédacteur en Chef : Bernard Rousseau, responsable

des politiques Eau de France Nature Environnement

Rédactrice en chef adjointe : Léa Bouguyon

Comité de rédaction : Marine Le Moal

Mise en page : Charlotte Laffolay - Sologne Nature Environnement

Impression : Imprimerie Prévost

Routage : DAUTRY

Couverture : Infographie Charlotte Laffolay - Sologne Nature Environnement

ISSN : 1276-1044

La reproduction de textes tirés de la lettre eau est autorisée sous réserve d'en citer la source datée.

Edito

Bernard ROUSSEAU

*Ancien Président de France Nature Environnement,
Responsable des politiques Eau*



Pour une eau vivante : expédition en tricycle... avec la DCE

La loi sur l'eau de 1992 a créé le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), dont l'action s'exerce à l'échelle d'un grand bassin hydrographique, et le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), de portée locale sur le bassin versant d'une rivière ou d'une nappe. Les acteurs de l'eau, regroupés au sein des Comités de bassin (1), élaborent les SDAGE, alors que les SAGE le sont par les membres des CLE (2).

Le premier SDAGE issu de la loi de 1992, a été adopté en 1996, il est resté en application jusqu'en 2009. Puis, la Directive Cadre sur l'Eau (DCE), texte européen de 2000, qui s'inspire du modèle français, a modifié les règles antérieures en instituant un recyclage du SDAGE tous les six ans, auquel est accolé un Programme de Mesures (PdM). Ce PdM est constitué des mesures qu'il faudra mettre en oeuvre pour satisfaire aux objectifs environnementaux et tenir les échéances fixées par le SDAGE.

Pour évaluer les progrès accomplis et adapter le SDAGE, un « état des lieux » est réalisé en début et fin de cycle ; il porte sur les milieux, les espèces, la qualité chimique de l'eau et sa quantité etc. Trois cycles sont déjà programmés : 2010-2015 ; 2016-2021 ; 2022-2027... Et après ?

La loi sur l'eau et des milieux aquatiques (LEMA 2006), a intégré les dispositions de la DCE, et en 2009, le premier SDAGE, du tricycle DCE, est né pour une application sur la période 2010-2015, dont nous pourrions saluer... la fabuleuse réussite au 31 décembre de cette année !

Le paysage de la politique de l'eau est ainsi fixé. Aujourd'hui l'état des lieux réalisé en 2013 apporte des informations sur l'efficacité du SDAGE 2010-2015 et des politiques antérieures, et permet aussi d'évaluer l'ampleur des efforts qu'il faudra accomplir pour atteindre les objectifs du SDAGE 2016-2021.

L'un des objectifs du SDAGE 2010-2015 était l'atteinte « du bon état » pour 66 % des masses d'eau superficielles mais aucun bassin hydrographique n'a atteint cet objectif. Aujourd'hui, en Loire-Bretagne, selon les règles d'évaluation de 2010, nous serions toujours entre 29 % et 30 % de masses d'eau superficielles en bon état. Avec les règles de 2016, plus rigoureuses, nous tombons à 26,5 %, ce qui a relancé en Comité de bassin le concert des lamentations de ceux qui tout à la fois demandent plus de rigueur... et moins de contraintes ! Quoi qu'il en soit, ces résultats ne sont pas la marque d'une grande réussite : mais feignons de croire que le succès, c'est toujours pour demain !

L'évaluation du « bon état » d'une masse d'eau superficielle repose sur l'analyse de divers paramètres dont l'état de biodiversité, qui n'est pas la tasse de thé des acteurs économiques. Donc pour mesurer l'efficacité des SDAGE, exit la biodiversité et remplacement par un thème qui fait consensus : l'eau potable !

Pour faire de l'eau potable, l'eau brute est prélevée, soit en rivière, soit en nappe par l'intermédiaire d'un puits, trop souvent contaminé par les nitrates et pesticides souvent issus de l'agriculture. Pour la reconquête de l'eau potable, les bassins versants des captages les plus pollués doivent être traités en priorité : ce sont les « captages prioritaires ». Ainsi, la comparaison entre la liste des captages prioritaires du SDAGE 2010-2015 et celle du SDAGE 2016-2021 indique la performance du SDAGE 2010-2015.

En Loire-Bretagne en 2010, 128 captages prioritaires étaient répertoriés, il sont 211 en 2016, quelques captages sortent de la liste, mais 83 nouveaux y entrent. Conclusion, le SDAGE 2010-2015 a été inefficace pour traiter les 128, et n'a pas pu empêcher la dégradation des 83 captages supplémentaires... à moins qu'en 2010, la liste des captages prioritaires ait été minorée, ce qui ne change rien à l'analyse ! A noter que ces résultats sont plus médiocres que ceux obtenus sur « le bon état » et ne tiennent pas compte des captages abandonnés.

On produit aussi de l'eau potable en prélevant dans des plans d'eau formés par des barrages implantés sur les cours d'eau dont la qualité est gouvernée par les activités développées sur leur bassin versant. Les pollutions générées, directes ou indirectes, circulent dans les rivières et se stockent dans les plans d'eau, retenues d'eau stagnante, en particulier le phosphore. Cet élément favorise l'eutrophisation, phénomène qui perturbe gravement la production d'eau potable, voire la rend réglementairement impossible.

Nitrates et pesticides s'invitent aussi dans ces plans d'eau, dont les plus dégradés sont classés dans le SDAGE Loire-Bretagne en « plans d'eau prioritaires » où il est urgent de traiter les pollutions. Sur ce bassin, 14 plans d'eau prioritaires étaient répertoriés dans le SDAGE 2010-2015. Dans le SDAGE 2016-2021, ce sont 22 plans d'eau : aucun ne sort de la liste de 2010, mais 8 nouveaux captages sont inscrits. Donc même tendance et même conclusion que pour le point précédent.

(1) Le SDAGE est élaboré par le Comité de bassin (CB) composé d'élus, d'acteurs économiques, de membres associatifs, et des représentants de l'Etat. Entre ces groupes, les finalités et les contraintes sont différentes, les rapports de forces sont aussi gouvernés par les rapports de composition. (2) Le SAGE est élaboré par la Commission Locale de l'Eau (CLE) formée des acteurs locaux : élus, acteurs économiques, associations. Les membres des CB et des CLE sont acteurs de la gestion de l'eau mais à des échelles différentes et complémentaires : cela coule de source !

Sur un sujet qui relève de la santé publique. SDAGE ou pas, ces résultats interpellent ! Il est possible de tirer quelques enseignements d'un dossier particulier, celui du Ribou, l'un des plans d'eau prioritaires sur la rivière la Moine du bassin Loire-Bretagne et qui alimente en eau potable la ville de Cholet (3). Un Contrat Territorial (4) a été signé fin 2008, pour une durée de 5 ans, entre l'agence de l'eau Loire-Bretagne et la Communauté d'agglomération du Choletais, objectif : réduire les apports de phosphore, de pesticides, de nitrates et de matière organique en provenance du bassin versant de la Moine et affluents. Outre quelques communes rurales, le bassin versant de la Moine conserve encore une structure bocagère où subsiste l'élevage, mais où les « grandes cultures » gagnent du terrain.

Comme il est indiqué dans un document de l'agence de l'eau, les actions conduites ont permis d'améliorer la qualité de l'eau du Ribou sur le paramètre matière organique, mais ces résultats restent « toujours fragiles », alors que la situation « reste préoccupante » pour le phosphore, les nitrates, les pesticides. Pour réduire le transfert de ces polluants vers la rivière, 200 km de haies devaient être plantés, seulement 12,5 Km ont été réalisés alors que, pendant le même temps, 10 Km étaient arasés : une sacrée performance, qui en dit long !

Réimplanter des haies alors que l'on a tant dépensé pour les éliminer, ne va pas de soi, d'autant plus que l'élevage en difficulté est reconverti progressivement dans les grandes cultures, d'où le retournement des prés, l'arrachage des haies, la disparition du bocage et l'envol des nitrates et pesticides... comme dans l'ancien bocage de la campagne berrichonne transformé en usine à céréales !

Le contrat territorial du Ribou, environ 280 000 € par an, est prolongé jusqu'en 2018, et s'inscrit dans un passé qui questionne l'avenir : les petites avancées du premier contrat vont-elles résister à la spirale infernale de l'industrialisation de l'agriculture ?

Cette question vaut aussi pour les autres captages et plans d'eau, y compris ceux qui ne sont pas prioritaires, et pour toute politique de l'eau ! Le SDAGE peut-il surmonter les contradictions entre politiques de préservation de l'eau et de santé, et les politiques économiques de court terme ?

Pour cela il faudrait que le SDAGE adopte des règles contraignantes mais cette option est vigoureusement combattue en Comités de bassin par les acteurs économiques et ceux qui les soutiennent. Les causes de dégradation n'étant pas sérieusement combattues, le pire pourrait venir, comme pour le climat, malgré l'agitation médiatique de la Cop 21 et les élans écologistes du Président de la République Française qui lors de la séance d'ouverture a martelé : « l'accord doit être universel, différencié et contraignant » mais quand même a-t-il ajouté plus tard, sans « trop charger la barque »... et vogue la galère des bonnes intentions... en tricycle !

(3) Le plan d'eau du Ribou et le lac de Verdon sont installés sur la rivière la Moine limite du Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres. Ce complexe alimente en eau potable la ville de Cholet.
(4) Le contrat territorial est un projet visant à intégrer l'ensemble des enjeux locaux mis en avant par l'état des lieux de la DCE. Il a pour objectif la réalisation d'opérations territoriales de réduction des différentes sources de pollution ou de dégradation physique des milieux aquatiques à l'échelle du bassin versant ou de l'aire d'alimentation de captage.

Brèves - Brèves - Brèves

UNE MÉTHODE NATIONALE D'ÉVALUATION DES FONCTIONS DES ZONES HUMIDES

Au regard des objectifs fixés par la DCE et des orientations des SDAGEs, les mesures compensatoires concernant les "zones humides" doivent être définies afin de mieux tenir compte de leurs fonctions hydrologiques, biogéochimiques et écologiques. Une meilleure évaluation de ces fonctions vise à garantir la mise en place de mesures compensatoires équivalentes ou supérieures à la perte des fonctions des zones humides impactées. D'après les analyses partagées par les acteurs scientifiques et techniques, aucune méthode n'est à ce jour adaptée aux impératifs réglementaires et administratifs français. L'Onema en partenariat avec le Muséum national d'histoire naturelle, qui s'est associé avec Biotopie, l'IRSTEA, les universités de Grenoble et de Tours, le centre d'expertise technique et scientifique au service de la transition écologique et énergétique

(Cerema), le Forum des marais atlantiques et avec le soutien financier du Conseil général de l'Isère, élaborent une méthode d'évaluation des fonctions des zones humides continentales. Cette dernière vise à évaluer le plus objectivement possible les fonctions des zones humides sans chercher à évaluer les services rendus à la société. Les fonctions hydrologiques, biogéochimiques et écologiques sont déclinées en sous-fonctions, elles-mêmes caractérisées par des indicateurs utiles dans le cadre de l'élaboration de propositions techniques. Des travaux complémentaires sont prévus prochainement afin de répondre aux autres principes de la compensation écologique et de l'adapter, par exemple, à des sites présentant des influences marines. Cette méthode devrait faire l'objet d'une publication dans la collection « Guide et protocole » de l'Onema début 2016.

Erratum

Malgré toute l'attention portée par la rédaction de la Lettre Eau à la qualité des publications, veuillez prendre note s'il vous plaît d'erreurs glissées dans l'article figurant en page 4 de la Lettre Eau 72 intitulé « ROE et ICE : une meilleure prise en compte de la continuité écologique ».

Lire ainsi en paragraphe 2 que la présence de barrages, seuils ou bien encore de buses favorisent également les processus d'eutrophisation, d'échauffement et d'évaporation des eaux. Il s'agit donc bien d'effets cumulés à l'effet barrière au sens migratoire décrit précédemment dans le paragraphe.

Lire également dans le dernier paragraphe que la méthode ICE permet de poser un diagnostic général du fonctionnement des dispositifs de compensation accolés aux ouvrages principaux, proposant en revanche pour ces derniers un véritable cadre d'évaluation et d'expertise.

Le texte de l'article corrigé est disponible ici : <http://bit.ly/1MP9hO1>

Nous excusant auprès de l'auteur et des lecteurs.

Le Système d'Information sur l'Eau (SIE) : vers une meilleure mise à disposition des données sur l'eau

Par Laurent Coudercy,

Chef du département Données sur l'Eau, Onema

Les organismes publics collectent de nombreuses données afin de piloter les politiques qu'ils ont en charge. Faciliter l'accès à ce patrimoine informationnel public est un enjeu de transparence et d'efficacité économique, dans notre monde connecté. En phase avec cette orientation, les acteurs de l'eau, avec le SIE, cherchent à améliorer l'accès à ses données (Open Data), tant pour le citoyen que pour les professionnels.

LES BESOINS EXPRIMÉS










Depuis ses débuts, le système d'information sur l'eau a fait de l'accès aux données sur l'eau un principe général. Ce principe s'est traduit par la réalisation de nombreux sites thématiques proposant l'accès aux données, et du portail "eaufrance" (1) (2005). Les données ainsi accessibles participent de la mise à disposition des données (Open Data) de l'Etat (2), afin d'encourager et faciliter la réutilisation des données au-delà de leur utilisation première par l'administration. Cependant, l'ensemble est perfectible, et plusieurs rapports ont pointé la complexité d'une recherche de données dans cet ensemble très riche.

Ces réflexions se sont traduites dans la feuille de route 2013 pour la transition écologique par une mesure visant à « garantir la transparence de la politique de l'eau », en « facilitant et fiabilisant l'accès par le citoyen à des données sur l'eau facilement compréhensibles ». Elle a prévu notamment l'organisation d'un « débat pluraliste sur l'ouverture des données sur l'eau ».

Le Comité national de l'eau (CNE), dans sa séance du 18 décembre 2013, a décliné cette décision en un plan d'action pour l'accès aux données sur l'eau (3), élaboré par le Comité permanent des usagers du SIE. Ce plan d'action vise à poursuivre l'effort pour l'ouverture des données déjà entrepris, dans le cadre de la démarche Open Data de l'Etat, mais aussi à rendre plus facile la consultation des données sur l'eau pour le citoyen, en développant des interfaces d'accès plus simples d'emploi, et enfin à fiabiliser les données diffusées, à travers un audit qualité indépendant.

Le débat pluraliste prévu par la feuille de route 2013 pour la transition écologique a été engagé en 2014, en s'appuyant en particulier sur des débats au sein de chaque bassin. Il a permis de conforter le besoin d'une

Information et données sur l'eau :
comment s'y retrouver ?

	Ades.eaufrance.fr	Eaux souterraines	Quantité / Qualité	Chimie Hauteur des nappes
	Naiades.eaufrance.fr	Cours d'eau	qualité	Chimie biologie
	Quadrige.eaufrance.fr	Eau littorale	qualité	Chimie Biologie
	Hydro.eaufrance.fr	Cours d'eau	quantité	Hauteurs Débits
	Onde.eaufrance.fr	Cours d'eau	quantité	Assecs
	services.eaufrance.fr	Services publics d'eau et d'assainissement		Indicateurs de performance
	Rapportage.eaufrance.fr	Tous milieux		Données rapportées à l'Europe
	Sandre.eaufrance.fr	Tous milieux		Données de référence
	Bnpe.eaufrance.fr	Tous milieux	prélèvements	Volume annuel

meilleure accessibilité et visibilité des données sur l'eau, de réaffirmer la volonté de poursuivre l'ouverture de données gratuitement et librement consultables et réutilisables, et de créer les conditions favorables à l'exploitation de ces données par les usagers, en rappelant l'importance d'impliquer la communauté scientifique dans l'ouverture des données.

(1) www.eaufrance.fr. (2) Site Open Data de l'Etat : <https://www.data.gouv.fr/fr/faq/>. (3) <http://www.eaufrance.fr/breve/plan-d-action-pour-l-acces-aux>

CE QUI A ÉTÉ FAIT

Le plan d'action du CNE a été lancé, et son avancement fait l'objet d'un suivi régulier.

Certaines actions ont eu pour objectif de faciliter l'accès aux données réutilisables sur l'eau (Open Data), afin de satisfaire aux besoins par exemple des bureaux d'étude, des associations, des data journalistes ...

Ainsi dès janvier 2013, l'ensemble des données librement réutilisables sur l'eau a été référencé dans data.eaufrance.fr, facilitant ainsi la recherche de ces données pour les professionnels.

Des efforts sont menés depuis pour donner accès à de nouvelles données, qu'elles soient locales ou nationales. Ainsi on trouve désormais sur data.eaufrance.fr les données des campagnes exceptionnelles (4), ou celles annuelles du réseau nitrate (5). L'effort se poursuit afin d'ouvrir des stocks non encore complètement accessibles à la réutilisation des données (les données d'hydrométrie, celles des arrêtés sécheresse, celles sur les ventes de pesticides ...) par des professionnels, des bureaux d'études, des associations par exemple.

Enfin un hackathon (6) a permis en juin 2014 de confronter les sites eaufrance.fr à une trentaine d'acteurs de la réutilisation des données publiques, avec l'aide d'Etalab. Cette journée a permis de pointer les données techniquement non accessibles pour une réutilisation, et surtout de montrer la complexité des interfaces actuelles d'accès aux données sur [eaufrance](http://eaufrance.fr).

Un effort a donc été entrepris pour offrir aux citoyens et aux utilisateurs des interfaces de consultation et des modalités de téléchargement plus faciles d'emploi.

En novembre 2014, une interface de consultation et de téléchargement de données de synthèse sur l'eau, sur fond cartographique a été ouverte : Cartograph (7). Plusieurs centaines de données de synthèse sur l'eau, les milieux aquatiques et leurs usages, en France métropolitaine et en Outre-Mer, sont désormais visualisables sous forme de cartes, de graphiques et de tableaux, et téléchargeables.

Enfin les nouveaux sites thématiques ouverts depuis 2015 ont pris en compte le besoin d'interfaces simples et conviviales pour rendre plus aisée la consultation des données pour tous les acteurs, tout en facilitant aussi le téléchargement de ces dernières. Cet effort est particulièrement visible sur le site pour les prélèvements en eau dans le milieu (bnpe.eaufrance.fr, ouverte en janvier 2015), sur celui sur la qualité des cours d'eau (naiades.eaufrance.fr, ouvert en septembre 2015), ou sur celui sur le suivi des étiages (onde.eaufrance.fr, ouvert en novembre 2015).

CE QUI EST EN COURS

Un travail de refonte globale du site eaufrance.fr est en cours. Cette refonte vise à répondre en priorité aux besoins de consultation des données et informations, adaptés pour le public citoyen, tout en maintenant les réponses actuelles pour les professionnels. Il s'est appuyé sur une expression des besoins des utilisateurs, à travers différentes enquêtes antérieures, une enquête web et un focus groupe réunissant des citoyens. Cette nouvelle interface devra proposer la consultation de données sur l'eau « près de chez soi » (accès centré sur une commune), d'informations de synthèse, de contenus explicatifs ; elle devra aussi faciliter l'accès à tous de l'ensemble des données et

informations des sites [eaufrance](http://eaufrance.fr), dans la logique de la convention d'Aarhus. La nouvelle interface est attendue dans une première version pour la fin de l'année 2016.

Il nous faudra par ailleurs améliorer la lisibilité et l'ergonomie des sites thématiques [eaufrance](http://eaufrance.fr) existants (ades.eaufrance.fr par exemple). Ces évolutions se feront à l'occasion de refonte des sites en question, et s'étaleront donc dans le temps.

Des réflexions vont être lancées dans le cadre du Comité permanent des usagers du SIE pour explorer des pistes de démarches participatives des citoyens : expression de satisfaction sur les sites, co-construction, sciences participatives, animation d'un écosystème d'utilisateurs de nos données, etc. Ces réflexions vont démarrer en début 2016, et certains aspects pourront être intégrés dès la nouvelle version d'eaufrance.fr.

Enfin le pôle de recherche et développement INSIDE (8) (interopérabilité des systèmes d'information distribués sur l'eau) a été lauréat en 2015 d'un appel d'offres du programme d'investissement d'avenir sur l'Open Data avec le projet hub'o (9). Il s'agit avec ce projet de développer le prototype d'une interface générale au SIE, offrant aux réutilisateurs de données des structures de données adaptées à leurs besoins, plus simples d'emploi que celles actuellement proposées par le SIE, et ceci dans des formats plus facilement manipulables. Le prototype devrait être disponible sur hubeau.fr fin 2016, et fera l'objet d'un hackathon pour le faire tester par ses futurs clients.

Enfin, un audit qualité indépendant sur le SIE a été réalisé en 2015, avec comme référentiel l'ISO 9001. Cet audit doit être décliné en 2016 sous forme d'un plan d'action, validé par le CNE. Il portera autant sur l'organisation et le pilotage du SIE, sur la prise en compte des besoins des clients, en particulier non réguliers, que sur l'assurance qualité sur les données du SIE. Il devrait permettre de fiabiliser les données diffusées par le SIE, et garantir ainsi la transparence de la politique de l'eau en France.

Il reste donc encore pas mal d'efforts pour que le SIE réponde pleinement à la commande initiale en « facilitant et fiabilisant l'accès par le citoyen à des données sur l'eau facilement compréhensibles ». Cependant, les réalisations récentes montrent qu'il est possible à moyen terme d'améliorer la réponse donnée aux publics intéressés par les données sur l'eau, qu'il s'agisse du grand public ou de professionnels.



Les réutilisateurs lors du hackathon © Onema

(4) Exemple de données sur les eaux de surface <http://www.data.eaufrance.fr/jdd/594a86a6-ca39-49ac-b54d-e277c9eb98b6>. (5) Exemple de données Nitrates 2011-2012 : <http://www.data.eaufrance.fr/jdd/c69b3848-5a82-46ee-909d-43d5835986eb>. (6) <http://www.onema.fr/Lettre-19-Donnees-sur-l-eau-I>. (7) <http://www.cartograph.eaufrance.fr/>. (8) www.pole-inside.fr. (9) Site de suivi du projet : www.hubeau.fr

Arasement du barrage de l'ancien moulin sur le Loing à Chalette-sur-Loing :

comment procéder ?

Par Jonathan LE BEC,
Technicien rivières au SIVLO

Cet article vise à présenter un exemple d'arasement de barrage en identifiant les étapes du chantier, les moyens de communication utilisés et les moyens de financement d'un tel projet.

PRÉSENTATION DU SYNDICAT MIXTE DE LA VALLÉE DU LOING

Le Syndicat Mixte de la Vallée du Loing (SIVLO) est un syndicat de rivières composé de 111 communes dans le Loiret, la Seine et Marne et l'Yonne. Il a en charge la gestion et l'amélioration de 830 kilomètres de cours d'eau sur le bassin du Loing et de ses affluents. Dans la continuité des travaux entrepris sur la commune de Montargis, le SIVLO poursuit d'importantes opérations de restauration du Loing. Le Loing, affluent de la Seine, prend sa source à Saint-Colombe-sur-Loing dans l'Yonne pour rejoindre, 160 kms plus loin, la Seine à Saint Mammès.

Le SIVLO a procédé en septembre dernier à l'arasement du barrage de l'ancien moulin situé à la hauteur de l'Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) sur la commune de Chalette-sur-Loing. L'objectif de ce chantier est de rétablir la continuité écologique du cours d'eau permettant ainsi de restaurer les migrations des poissons et la libre circulation des sédiments. Cette opération permettra à la rivière de retrouver un profil plus naturel ainsi que sa dynamique d'écoulement, perturbés suite à la construction des nombreux ouvrages.

La construction des barrages et déversoirs a engendré d'importants dysfonctionnements pour les cours d'eau :

- Colmatage du fond des rivières et accumulation des polluants dans les sédiments
- Diminution de la qualité d'eau
- Réchauffement de la température moyenne de l'eau
- Développement d'une végétation aquatique excessive (nénuphars)
- Appauvrissement et homogénéisation des habitats naturels du cours d'eau
- Disparition de certaines espèces inféodées aux milieux aquatiques

QUELS TRAVAUX ONT ÉTÉ MIS EN ŒUVRE ?

L'opération d'arasement du barrage de l'ancien moulin répond pleinement aux objectifs de la Directive cadre européenne sur l'eau et aux obligations de la Loi sur l'eau du 30 décembre 2006.

L'opération s'est déroulée en trois phases :

- Dans un premier temps, le barrage a été arasé et concassé à l'aide d'engins mécaniques : le Loing va retrouver progressivement sa dynamique d'écoulement et évoluer naturellement au sein de son lit. Cette opération a été réalisée en septembre et octobre 2015
- A l'issue de cette première opération, une phase d'observation du Loing de 6 à 9 mois est mise en place. Cette phase permettra de suivre l'évolution naturelle du Loing sans l'influence du barrage et ainsi de déterminer les zones de dépôts et les zones d'écoulements préférentiels
- La troisième phase de travaux consistera à conforter certaines zones de sédimentations naturelles par l'aménagement de banquettes végétalisées comme ce fut le cas sur la commune de Montargis

COMMENT INFORMER LA POPULATION DE CETTE DÉMARCHE ?

En amont du déversoir, sur la rive gauche, les terrains qui bordent le déversoir appartiennent majoritairement à la Ville de Chalette-sur-Loing. En rive droite se trouvent une trentaine de propriétés privées bâties. Outre la communication importante avec les élus de la commune de Chalette-sur-Loing, il a fallu rencontrer l'ensemble des propriétaires riverains en amont afin de les imprégner du projet, ce qui a pour conséquence première l'abaissement de la ligne d'eau au bout de leur jardin.

Le SIVLO a réalisé une plaquette de communication à destination des riverains et du grand public afin de résumer les objectifs des travaux. Ces fiches ont également été mises à disposition de tous en Mairie de Chalette-sur-Loing et sur www.sivlo.fr.

La commune de Chalette-sur-Loing a publié un article dans son bulletin municipal sur ce projet d'envergure ainsi que sur la continuité écologique en général.

Enfin, pour sensibiliser au mieux la population, un panneau d'information a été mis en place à proximité du site des travaux, près d'un chemin de randonnée très fréquenté.

Un dispositif permettant de photographier en continu le chantier a été installé sur site. A terme, un montage vidéo (time lapse) sera réalisé afin de proposer à la population et aux élus un support de communication pertinent et original.

Le SIVLO a dû conventionner avec les deux propriétaires fonciers en rive gauche et en rive droite au niveau du déversoir dans le cadre de la procédure d'autorisation au titre de la Loi sur l'eau. Une convention tripartite a été signée entre le SIVLO, maître d'ouvrage des travaux, la commune de Chalette propriétaire en rive gauche et le Centre Hospitalier de l'Agglomération Montargoise, propriétaire en rive droite (IFSI).

COMMENT FINANCER UNE TELLE OPÉRATION ?

L'arasement de l'ouvrage a été réalisé pour un montant de 144 000 € TTC. Pour ces travaux, le SIVLO a bénéficié de subventions à hauteur de 95 % par différents partenaires : l'Agence de l'Eau Seine-Normandie à hauteur de 80% et le Conseil Régional du Centre-Val de Loire à hauteur de 15%.

Ces travaux s'intègrent dans le cadre du Contrat Global du Loing en Gâtinais porté par le Syndicat Mixte du Pays du Gâtinais, dont l'objectif principal est de mettre en œuvre les programmes d'entretien et de restauration des milieux aquatiques sur la Vallée du Loing et de ses affluents.

Pour plus de renseignements sur ce projet : j.lebec@sivlo.fr



Septembre 2015, vue avant les travaux d'arasement © SIVLO



Octobre 2015, vue après les travaux d'arasement © SIVLO

Réforme de la gouvernance des Comités de Bassin :

agitation dans le mille-feuilles territorial

Par Bernard Rousseau,

Pilote du réseau Eau de France Nature Environnement et Membre du Comité de Bassin Loire-Bretagne

Avec la loi sur l'eau de 1964, sont créées les agences financières de bassin, devenues aujourd'hui les Agences de l'eau, dont le territoire d'action recouvre le bassin d'un grand fleuve, sept en métropole. Chacun de ces établissements publics de l'Etat est accompagné par un Comité de bassin, dont les membres agissent dans le domaine de l'eau, et qui regroupe : des élus, des acteurs économiques, des militants associatifs et des représentants de l'Etat.

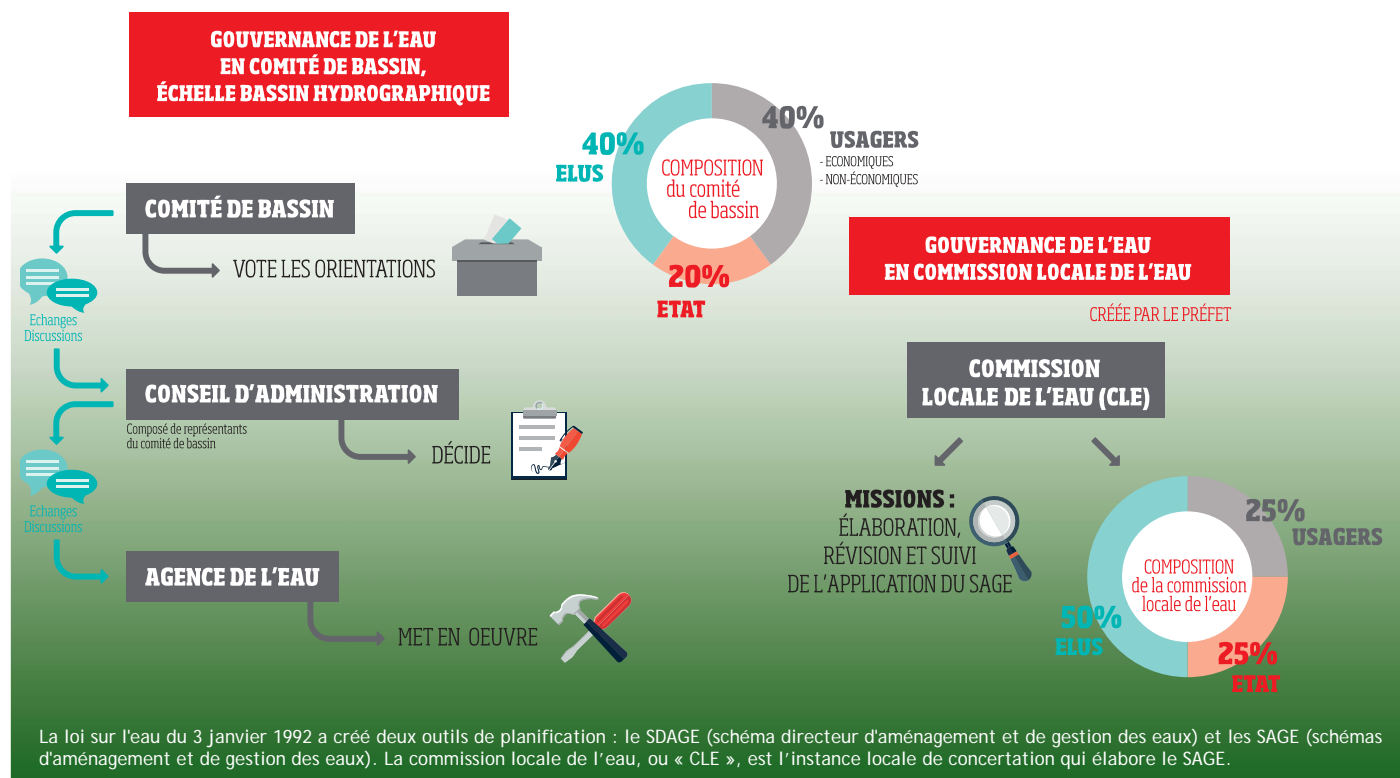
Ces Comités de bassin sont donc des assemblées dont la mission est de débattre pour définir de façon concertée les grands axes de la politique de l'eau et du milieu naturel aquatique dans le bassin hydrographique correspondant. En clair, les Comités de bassin accompagnent et orientent les politiques des agences de l'eau, et même du fait de leur participation au Conseil d'administration des agences, participent à leur gestion (1) : ils déterminent la politique de l'eau aux différentes échelles de gestion avec une responsabilité qui s'inscrit jusqu'au niveau européen.

L'avis du Comité de bassin est sollicité sur de nombreux sujets comme la délimitation des zones vulnérables (2), les états des lieux (3), les schémas de cohérence énergétique quand ceux-ci concernent l'eau, et plus encore pour l'élaboration de documents hautement stratégiques comme les SDAGE. Le SDAGE, document de planification opposable aux décisions de l'administration, doit contribuer à la résolution des problèmes, il doit donc contenir des prescriptions contraignantes : un SDAGE qui n'en comporterait pas serait inutile.

C'est pourquoi l'élaboration d'un SDAGE par le Comité de bassin est un événement conflictuel au cours duquel s'expriment des oppositions, des désaccords profonds, qui finiront par être tranchés par un vote dont le résultat dépendra des forces en présence. Mais avant d'en arriver au vote, on recherchera avec opiniâtreté le « consensus » : cette tarte à la crème des institutions déséquilibrées. La composition d'une assemblée qui délibère détermine en grande partie ses choix et ses votes. Il en est de même pour les Comités de bassin, ce qui renvoie dans un premier temps à l'examen de leur composition.

DÉSÉQUILIBRE ET LÉGITIMITÉ DANS LA COMPOSITION DES COMITÉS DE BASSIN

Pour tous les Comités de bassin, la loi définit trois collèges : celui des élus qui représente 40% des mandats, celui des usagers 40%, et celui de l'Etat 20%.



(1) En règle générale les Comités de bassin se réunissent 2 à 3 fois dans l'année, par contre le travail important est fait dans des commissions qui elles peuvent se réunir selon les circonstances un grand nombre de fois. Il suffit d'être membre de plusieurs commissions pour voir exploser son temps d'implication. (2) Comme la biodiversité, les zones humides, la continuité écologique, les pollutions diffuses, la gestion quantitative, l'eau potable, le traitement des eaux usées, de l'eau pluviale et de toutes les molécules chimiques... (3) Depuis la mise en place de la DCE, les États membres rendent compte régulièrement à la Commission européenne des mesures prises et du chemin parcouru pour l'atteinte de ces grands objectifs.

Le collège de l'Etat est homogène et ne saurait supporter des positions contradictoires en son sein, car comme le fait remarquer la sagesse populaire de la préfectorale : l'Etat ne parle que d'une seule voix, mais, ... il est toujours possible de l'influencer quand on dispose de relais puissants et de troupes de manifestants sur le terrain ! En fait, sur les sujets importants, la position de l'Etat résulte d'un compromis interministériel, et la gestion de l'eau n'échappe pas à cette règle. Toutefois il est possible de percevoir des différences de sensibilité environnementale entre agents de la fonction publique, entre services, entre Ministères. Celui de la santé est porteur d'exigences, les critiques qu'il formule concernent ce qui détruit la qualité de l'eau potable à savoir la bactériologie, que l'on traite, mais encore les pollutions diffuses, nitrates et pesticides, qui conduisent trop souvent à l'abandon de captages trop pollués. En ligne de mire, un Ministère de l'agriculture dominé par le courant de l'agriculture industrielle qui s'épuise à nous faire croire que de son chapeau « écophyto » sortira la sagesse purificatrice... des eaux. En embuscade, le Ministère de l'environnement, instruit par des décennies d'assèchement de zones humides, d'arrachage de haies, de brûlage du bocage, et par la chasse des descendants des espèces animales, rescapés de la dernière extinction de masse. Une Ministre qui dit non à l'effacement des barrages de la Sélune, puis tergiverse... en attendant Godot. Qui dit oui à une cartographie simpliste des cours d'eau, et comme s'il n'y en avait pas suffisamment, favorise l'installation de moulinettes électriques sur les cours d'eau. Après toutes ces capitulations, au nom du réalisme économique ou électoral, une Ministre qui finit par constater qu'elle est bien impuissante à faire relever le nez de la biodiversité qui, comme le budget de son Ministère, fond comme neige au soleil : un comble à l'heure de la Cop 21 !

Malgré ces commentaires amers, il faut souligner que les représentants de l'Etat en général, et des Ministères de la santé et de l'environnement en particulier, sont le plus souvent des défenseurs de l'environnement : ils sont même de plus en plus nombreux, mais est-ce suffisant pour ralentir notre glissement vers le gouffre que nous creusent les inconscients, les cyniques, et les jean-foutre !

FOCUS SUR LA LÉGITIMITÉ DES REPRÉSENTANTS DE L'ETAT :

Ils sont légitimes par définition, mais les représentants de l'Etat sont critiqués par les acteurs de l'eau mécontents de la politique du gouvernement. Notons que certains représentants de l'Etat sont animés par un esprit critique qui pourrait les conduire à devenir bénévoles dans des APNE... plus tard !

Le collège des élus est plus contrasté avec des représentants des départements, des régions, des grandes et petites villes, éléments de clivage entre le rural et l'urbain, renforcé par un autre clivage, celui de l'appartenance politique. Certains élus, les maires en particulier, ont une bonne connaissance du petit cycle de l'eau, du fait que leur responsabilité est engagée sur la qualité de l'eau potable, sur l'efficacité des traitements des eaux usées, et sur la police des réseaux communaux. Politiques indispensables, mais menées au niveau local et beaucoup plus faciles à accompagner qu'au niveau bassin où là il faudra s'approprier les problèmes des autres acteurs de l'eau... et d'ailleurs.

Les élus doivent jouer un rôle majeur dans les Comités de bassin, là où l'on décide de l'utilisation de fonds publics. En veillant au respect de l'intérêt général, ils sont la caution démocratique du système : que vaudrait la gestion de l'eau en France en leur absence ? Précisément on observe trop souvent leur absence. A cela, plusieurs explications. Politiquement le thème de l'eau n'est pas porteur, à l'inverse de ce que peuvent être la santé, le social, les déplacements, l'urbanisme, l'éducation... etc. Il suffit de balayer la composition des gouvernements successifs pour être convaincu qu'il est difficile de faire une carrière

politique au plus haut niveau en se passionnant pour l'eau, même s'il est de la dernière élégance humaniste de déplorer la crise mondiale de l'eau, et son impact sur la santé et la vie des peuples.

Une autre cause d'absentéisme résulte du niveau d'implication des élus quand ils sont chargés de responsabilités dans les grandes villes, les départements, les régions. Ils sont tellement sollicités pour assumer représentations et présidences de structures en tout genre, qu'ils n'ont plus de temps à accorder aux nombreuses réunions de travail que génère la politique de l'eau à l'échelle du bassin.

Si l'on ajoute les temps de déplacement, les temps de préparation et d'étude de documents techniques complexes, volumineux, et pas toujours très limpides, on peut comprendre que bon nombre d'élus se déconnectent du sujet, laissant à d'autres le soin d'orienter la politique de l'eau.

Par conséquent, il s'est trouvé trop peu d'élus ayant une bonne connaissance de la politique de l'eau aux niveaux bassin et européen, pour animer le débat lors de l'élaboration des SDAGE 2016-2021. La présence des élus s'est trouvée encore réduite du fait de l'élection des conseillers départementaux, ces derniers passant plus de temps à faire campagne qu'à s'occuper de l'eau. Ensuite il aura fallu attendre la désignation par les collectivités des nouveaux représentants... que de temps perdu !

Il en est ainsi à chaque renouvellement des élus : c'est le prix à payer pour la démocratie, mais rien n'empêche de tenter de minimiser ces inconvénients ! C'est ce que font les agences de l'eau pour les nouveaux membres des Comités de bassin, élus ou non, en organisant des formations car tout nouvel élu doit faire l'acquisition des mécanismes de la politique de l'eau, grand cycle, DCE, milieu naturel, bon état etc. : c'est mieux que rien, mais temps et neurones disponibles restent limitants.

L'absentéisme a bien été identifié comme une tare du système de gouvernance dans les Comités de bassin, à laquelle il est nécessaire de remédier : quels types d'élus faut-il désigner ? A cet effet, un groupe de travail a été constitué par le Comité national de l'eau (CNE) pour proposer des pistes de réforme du collège des élus, d'autant plus nécessaire que la loi NOTRE et la GEMAPI viennent bousculer le paysage territorial.

FOCUS SUR LA LÉGITIMITÉ DES ÉLUS :

Elle résulte de la volonté démocratique : le Comité de bassin renvoie à une sorte de Parlement de l'eau. Les élus ne sont pas des bénévoles, ils sont rémunérés dans le mandat qu'ils exercent, et bénéficient de moyens matériels pour les déplacements, et de l'appui technique des services de leur collectivité. Mais ce sont les citoyens qui paient la redevance sur leur facture d'eau, et non les villes...

Le collège des usagers est disparate, c'est un fourre-tout où les représentants des associations, pêcheurs amateurs, consommateurs, APNE, et représentants des sports d'eau vive, représentent, tous bassins confondus, 29% de ce collège et sont noyés dans le groupe des acteurs économiques et socio-professionnels. Au-delà de cette distorsion de représentation, cette intégration des associations au collège des usagers économiques est contre nature. Les associations défendent des intérêts généraux, milieux, zones humides, continuité des cours d'eau, biodiversité, équité... etc, alors que les acteurs économiques sont avant tout des défenseurs de l'intérêt des entreprises qu'ils représentent. Ce sont des gestionnaires sérieux, qui fabriquent, avec leurs certitudes économiques les richesses... du désespoir climatique à venir. Il est donc légitime de séparer le collège des usagers en deux groupes : celui des usagers économiques et celui des non économiques.

(4) Par simplification rédactionnelle nous avons adopté un chiffre moyen de 85% mais dans les différents bassins ce chiffre se situe entre 80 et 90%. Le chiffre de 85% est contesté par les usagers économiques du fait que, dans la catégorie des usagers domestiques, sont intégrés aussi les artisans, les commerçants, certaines PME,

Le sous-collège des usagers industriels

Les représentants des industriels défendent les intérêts financiers des entreprises et de leurs actionnaires. Ils auront donc pour préoccupation la réduction de leurs redevances. Ce sera même un point de friction avec les associations qui, constatant que les usagers domestiques contribuent à environ 85% (4) aux budgets des redevances, revendiqueront une réduction de cette contribution, et une meilleure application du principe pollueur-payeur. Pour ne pas payer plus, et surtout payer moins, il se trouvera bien un acteur économique pour expliquer que c'est au consommateur final de payer la dépollution et le reste. Si l'on suit bien ce raisonnement, la redevance des usagers économiques devrait être mise à zéro, celle des usagers domestiques augmentée de 10 à 20%, et pour finir, les agences apporteraient des aides à des industriels et des agriculteurs qui ne paieraient plus de redevances : idyllique mais sans avenir...!

FOCUS SUR LA LÉGITIMITÉ DES INDUSTRIELS :

Ils paient les redevances, et sont par conséquent légitimes pour débattre et défendre les intérêts de leur corporation. Ils assument leur mission dans le cadre de leur activité professionnelle et, de ce fait, ne sont pas dans une activité bénévole !

Le sous-collège des agriculteurs

Ce sont les usagers de l'eau les mieux organisés à l'échelle des bassins, fait qui s'est révélé avec encore plus de force à l'occasion de l'élaboration des SDAGE 2016-2021. Leurs représentants bénéficient du support technique des chambres d'agriculture, riches de compétences au service d'un modèle agricole qui rejette les contraintes environnementales. Dans le bassin Loire-Bretagne, l'élaboration du SDAGE 2016-2021 s'est apparentée à un sport de combat, avec d'un côté le secrétariat technique de bassin et les associations environnementales, et de l'autre les agriculteurs épaulés par les industriels. Il aura fallu près de 25 réunions de la commission planification pour obtenir un semblant de consensus, d'ailleurs remis en permanence en cause par les représentants de l'agriculture, y compris par des interventions auprès de la Ministre de l'environnement et du premier Ministre.

Et, jusqu'au dernier moment, la menace plana de l'organisation d'une manifestation, musclée, contre l'adoption du SDAGE par le Comité de bassin du 4 novembre : intox technocratique, ou menace tactique ? Au final le SDAGE Loire-Bretagne a été adopté, y compris par les APNE, certains agriculteurs votant pour, d'autres s'abstenant, et d'autres encore votant contre.

FOCUS SUR LA LÉGITIMITÉ DES AGRICULTEURS :

Comme les industriels ils paient des redevances, ils sont légitimes pour débattre et défendre les intérêts de leur corporation. A titre personnel, ils sont rémunérés comme présidents de chambres d'agriculture ou de structures de même nature.

Le sous-collège des associations

Selon la loi 1901, moyennant certaines règles à respecter, tout citoyen peut fonder une association sur un sujet pour lequel il se sent concerné, il pourra aussi adhérer à une association qui existe déjà. Selon leur ancienneté, et divers critères, ces associations pourront être

agréées par l'Etat, et celles agréées selon l'article L141-3 du code de l'environnement pourront, être représentées dans les Comités de bassin.

La désignation est une chose, par contre la reconnaissance par les autres acteurs ne va pas de soi, d'autant que l'utilité du citoyen engagé dans une démarche de défense de l'intérêt général, va se heurter à tous les intérêts particuliers et à tous les renoncements. Alors que personne ne met en cause la légitimité des associations humanitaires, se pose alors la question de la légitimité des associations environnementales et de leurs militants.

LÉGITIMITÉ DES ASSOCIATIONS DANS LE REGARD DES AUTRES ACTEURS :

Les associations ne paient pas de redevance, la légitimité des militants doit être construite, elle résulte de la représentation citoyenne, mais il ne suffit pas de se réclamer d'une association pour se faire accepter par ceux dont la légitimité est statutairement acquise. Pour un militant associatif, la légitimité s'acquiert par l'assiduité, la compétence initiale ou acquise, la connaissance des dossiers, la maîtrise de l'expression écrite, et l'aptitude à défendre publiquement un point de vue, et encore plus à mobiliser les médias. Les associatifs sont les vrais bénévoles du système, ils ne sont pas rémunérés pour la fonction qu'ils exercent : c'est leur fierté ! Ils disposent de peu de moyens pour faire un travail collectif à l'échelle des bassins, et la menace de les faire supprimer est souvent brandie, soit par des élus, qui confondent leur mandat et leur activité professionnelle, soit par des acteurs économiques. Les militants associatifs gênent plus par leur présence, les questions qu'ils posent et leur action... que les élus absents.

QUI DÉFEND L'INTÉRÊT DES USAGERS DOMESTIQUES DANS LES COMITÉS DE BASSIN ?

Dans les Comités de bassin, ou dans les conseils d'administration des agences, le rééquilibrage des redevances et du principe pollueur-payeur est un débat qui revient à chaque nouveau programme, de même que la fixation des règles d'attribution des aides financières.

Dans un tel contexte, il est légitime de poser la question suivante : qui représente et défend les intérêts des usagers domestiques, dans les Comités de bassin comme le font pour eux-mêmes les industriels et les agriculteurs ? Par symétrie avec les usagers économiques, la réponse devrait-être : d'autres usagers domestiques. Par exemple les représentants des associations ? Pourquoi pas, mais ils sont minoritaires, et souvent considérés comme illégitimes par les représentants des usagers économiques et de certains élus. Les représentants de l'Etat ? Ils portent la parole du gouvernement, sont-ils bien placés pour arbitrer de telles questions ? Certainement pas !

Restent les élus du peuple... quand ils ne sont pas absents. Force est de constater que bon nombre d'entre eux ont accepté sans être gênés que les usagers domestiques apportent 85% des redevances au budget des agences, et ceci depuis bien des années. Toutefois des sensibilités politiques différentes s'expriment, donc très démocratiquement, chaque citoyen devrait pouvoir connaître la nature des votes de chacun. Sauf que l'usager citoyen ne sait pas quel élu le représente, et qui est responsable de son niveau de redevance. La réforme du collège des élus des Comités de bassin offre une opportunité pour tenter de remédier à cette situation : mais serons-nous suffisamment anticonformistes pour une telle ambition alors que nous entendons bien conserver le mille-feuilles territorial ?

mais aussi les lycées, les collèges, les universités, les administrations, les activités de bureau, l'ensemble représentant environ 15% des 85%. Sauf qu'il faut distinguer les usages domestiques de l'eau (lycées, administration) des usages économiques (artisans, PME... qui ont aussi un usage domestique). En définitive les 15% pourraient ne plus être que 5%, ce qui conduirait à 80% pour les usagers domestiques.

traitent-ils des pollutions diffuses ?

Par Abelardo Zamorano,

Membre du Comité de bassin Seine-Normandie

Les pollutions diffuses désignent les pollutions des eaux issues des rejets provenant « de toute la surface d'un territoire et transmis aux milieux aquatiques de façon indirecte, par ou à travers le sol, sous l'influence de la force d'entraînement des eaux en provenance des précipitations ou des irrigations » (1). Les pollutions diffuses résultent de l'épandage des fertilisants organiques et minéraux, des traitements par pesticides, mais elles proviennent également des retombées atmosphériques d'azote oxydé (transport routier etc.). Dès lors, comment les nouveaux SDAGE, pierres angulaires de la politique de l'eau, se sont-ils saisis de cet enjeu majeur ?

UN UNIVERS REMPLI D'AZOTE (2) ET DE PESTICIDES

La pollution par les nitrates

Les nitrates constituent un des principaux paramètres physico-chimiques qualifiant l'état des eaux. L'ion nitrate est un élément très soluble qui se maintient longtemps dans le milieu. En cas de présence excessive dans l'eau, les nitrates peuvent contribuer à l'émergence de phénomènes de déséquilibre des milieux tels que des phénomènes d'eutrophisation (3). Au-delà de 50 mg/l, l'eau est réglementairement impropre à la consommation humaine (4). En France, en 2010, le surplus azoté (5) de l'activité agricole est estimé à 902 000 tonnes (6), soit une moyenne nationale de 32 kg/ha de surface agricole utile (SAU) (7).

En France métropolitaine, on relève les plus fortes concentrations de nitrates en 2013 au Nord/Nord-Ouest, en amont de la vallée du Rhône et dans le Sud-Ouest où près de 6 % des points dépassent en moyenne annuelle le seuil de vigilance à 40 mg/l. A l'inverse, dans les zones montagneuses, on observe des concentrations moyennes inférieures à 10 mg/l, soit la teneur considérée comme naturelle dans les milieux aquatiques. En effet, les zones les plus atteintes sont les plaines alluviales car l'agriculture intensive y occupe une grande partie des sols.

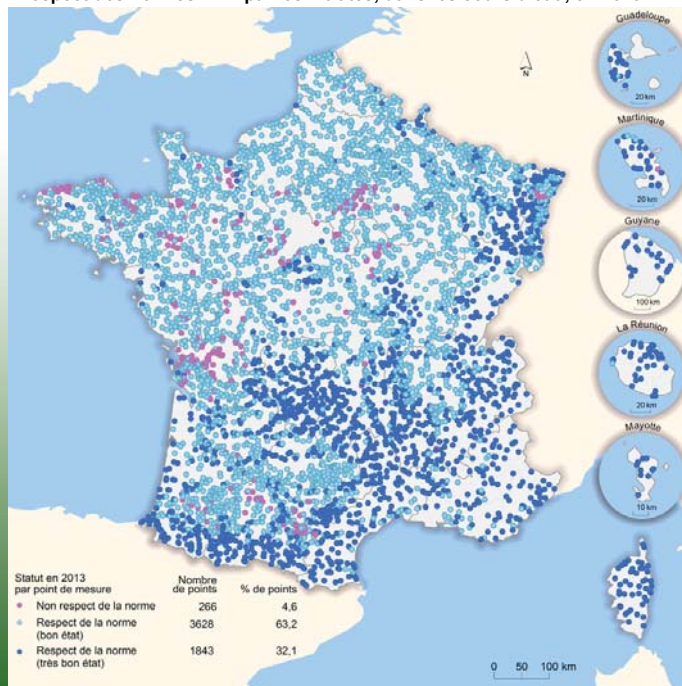
D'après l'analyse des pressions effectuée lors de l'état des lieux DCE de 2013, la fertilisation minérale, l'épandage des effluents azotés de l'agriculture et de l'élevage industriel n'ont pas diminué. Les éventuels progrès réalisés dans la gestion de la fertilisation semblent être effacés par l'augmentation des surfaces en grandes cultures à haut rendement et le retournement important (mise en labours) des surfaces en herbe. Ainsi, dans les régions de grandes cultures (blé, orge, colza), les rotations sont très courtes et s'accompagnent d'importants traitements de pesticides.

La pollution par les pesticides

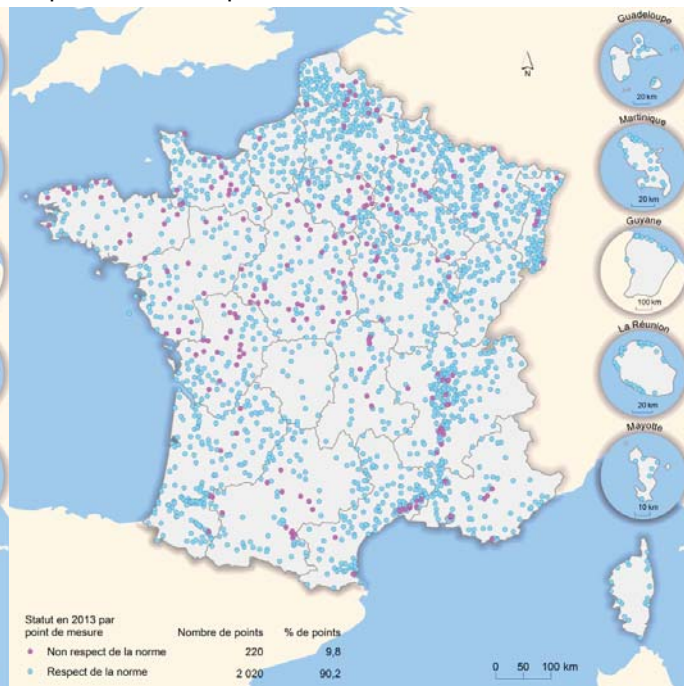
L'utilisation massive de pesticides décline largement les masses d'eau et constitue un enjeu majeur de santé publique, pourtant encore mal perçu (8). Le terme « pesticides » désigne « les substances ou produits destinés à lutter contre les organismes jugés nuisibles, qu'il s'agisse de plantes, d'animaux, de champignons ou de bactéries » (9). D'après le rapport d'évaluation Ecophyto, en moyenne glissée sur 3 ans le NODU (10) a augmenté de 5% entre la période 2009/2010/2011 et la période 2010/2011/2012.

En France, la contamination des cours d'eau par les pesticides est « quasi-généralisée » et est principalement due à l'utilisation des herbicides en métropole et des insecticides en outre-mer. Les zones de grande culture céréalière, maraîchère ou viticole sont les plus touchées, soit le nord de la France, le bassin parisien, le Sud-Ouest, en amont

Respect des normes DCE par les nitrates, dans les cours d'eau, en 2013



Respect de la norme DCE par les nitrates dans les eaux souterraines en 2013



Sources : agences de l'Eau - offices de l'Eau. Traitements : SOEs, 2015

(1) Source : www.dictionnaire-environnement.com. (2) Le cycle biogéochimique de l'azote est profondément perturbé. L'azote réactif (oxydé et réduit) introduit dans la biosphère par l'activité humaine est de 2 fois (Monde) à 4 fois (Europe) plus intense que celle liée aux processus naturels. (3) L'eutrophisation renvoie à une détérioration d'un écosystème aquatique suite à un apport en excès de substances nutritives. (4) Source : Statistiques Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable (Medde) - ici. (5) Soit la quantité d'azote apportée en excédant à la culture et qui reste sur les sols après la récolte. (6) Source : Statistiques Medde. (7) Cette estimation prend en compte l'apport d'azote résultant de la déposition atmosphérique. (8) Cf. Lettre Eau n°70. (9) Sources : Statistiques Medde.

du Rhône, et en Martinique. La pression en pesticides est globalement en augmentation dans tous les bassins hydrographiques. Rappelons notamment l'analyse de M. Guespereau, alors directeur général de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse en septembre 2014 : « *Non seulement leur nombre reste stable, mais les concentrations ne faiblissent pas non plus. Leurs taux atteignent parfois jusqu'à 200 fois la norme de l'eau potable. Je veux insister sur ce constat inquiétant* » (11). Néanmoins, en Rhin-Meuse, la situation semble s'améliorer et/ou se stabiliser.

LES ÉVOLUTIONS ET LIMITES DES ORIENTATIONS DES NOUVEAUX SDAGE

En matière de gestion des pollutions diffuses, les SDAGE ne produisent pas une nouvelle réglementation spécifique, mais instaurent des orientations compatibles avec la réglementation existante. La gestion des pollutions diffuses réside essentiellement dans la bonne articulation des orientations issues de la politique agricole avec celles issues de la politique de l'eau. Les directives européennes « Nitrates » (1991) et directive-cadre sur l'eau (2000), instituent un cadre réglementaire visant à protéger les milieux aquatiques de la pollution azotée, à la mise en place de réseaux de suivi de la qualité des eaux et en instaurant des seuils de qualité à respecter.

Il est difficile de comparer l'intégration des enjeux de pollutions diffuses dans les différents SDAGE, tant ils diffèrent dans leur rédaction, leur organisation et tant les enjeux varient selon les territoires concernés. Néanmoins, nous relevons un dénominateur commun : la forte pression que les pollutions diffuses exercent sur l'état global des masses d'eau souterraines et superficielles.

De manière générale, tous les SDAGE inscrivent la volonté de lutter contre les pollutions diffuses en incitant à une diminution des apports en intrants et à la mise en place d'actions de restauration physique des milieux. Les SDAGE visent à rendre cohérente l'articulation entre la mise en place de « zones vulnérables » (12) avec les objectifs de bon état affichés dans la DCE et aussi à diminuer l'usage d'intrants sur les territoires prioritaires etc. Concernant les pesticides, les nouveaux SDAGE réaffirment leur ambition de lutter contre les phénomènes de ruissellements, d'érosion, et d'accompagner les particuliers vers une suppression de leur usage. Encore faut-il avoir les moyens de son ambition.

Ainsi, on peut lire dans le SDAGE Seine-Normandie : « Pour atteindre des objectifs environnementaux du SDAGE dans les zones vulnérables, il est fondamental que les programmes d'action nitrates tels que visés aux articles R211-80 et suivants incluent les mesures les plus efficaces pour atteindre l'équilibre de la fertilisation azotée et limiter le lessivage des sols ».

Ajoutons que les niveaux minimaux des bonnes pratiques fixés dans les orientations et dispositions sont renforcés dans les Aires d'Alimentation de Captage (AAC) Eau Potable et dans les bassins prioritaires.

Un critère nouveau, intégré par les obligations de la directive sur les milieux marins, instaure des dispositions prenant en compte l'eutrophisation marine dans la délimitation des zones vulnérables (13) précisant qu'une teneur supérieure de 18mg/l de nitrates en eaux superficielles est susceptible de subir des phénomènes d'eutrophisation. Notons que la norme écologique du « très bon état » est le percentile 90 inférieur à 10 mg/l.

Afin de réduire la pression de fertilisation dans les zones vulnérables, il est recommandé (notons la puissance de l'incitation !) dans les différents SDAGE d'inclure, pour les arrêtés régionaux, un pilotage des apports en nitrates en fonction de l'état de développement des plantes. Concernant les zones les plus sensibles, des analyses supplémentaires pourront suivre les reliquats issus des excédents post récolte. Les orientations des SDAGE cherchent sur les six bassins à optimiser la couverture des sols et à la mise en place des bonnes pratiques agronomiques.

Les AAC en Seine-Normandie, concernent 30 % de la SAU, mais seulement 5 % en Rhône-Méditerranée-Corse. Par conséquent, les orientations et dispositions pour ce dernier se basent plutôt sur l'échelle des masses d'eau afin de mieux prendre en compte l'impact des pollutions diffuses sur tous les milieux. En Seine-Normandie, les masses d'eau souterraines et les captages sont davantage impactés par les pollutions diffuses que les cours d'eau, tandis qu'en Loire-Bretagne, les cours d'eau sont particulièrement concernés. Néanmoins, dans l'ensemble des SDAGE, l'ambition de réduction des pollutions par les nitrates et pesticides est concentrée sur les AAC. En effet, si l'on voulait agir sur l'ensemble des masses d'eau en mauvais état, cela impliquerait des moyens financiers considérables, voire un changement radical des pratiques agricoles.

Prenant en compte la réglementation actuelle, les nouveaux SDAGE montrent des signes positifs mais restent non contraignants. Le problème de fond n'est toujours pas traité, à savoir la très forte spécialisation technique et géographique des systèmes de culture et d'élevage, de la viticulture et l'arboriculture. Ainsi, les préconisations des comités régionaux des programmes d'action nitrates sont basées sur des concepts de fertilisation équilibrée, établis sur des objectifs de rendement, provoquant des surplus lessivables. A contrario, la Balance Azotée Globale, en intégrant toutes les interactions, permet d'évaluer l'ensemble du cycle.

MAIS COMMENT SE SONT POSITIONNÉS LES ACTEURS DES COMITÉS DE BASSIN ?

Consommateurs, pêcheurs et défenseurs de l'environnement, ainsi qu'un certain nombre d'élus se sont largement investis. Cependant, on peut remarquer une certaine inertie plus ou moins complice de la part des industriels, et d'une autre grosse partie des élus. Le « lobby de l'agriculture industrielle » via sa représentation dans les Comités de bassin s'est largement investi dans le torpillage de toute mesure élargissant la portée des orientations des SDAGE. A cet égard, il suffit de consulter les avis défavorables présentés par la représentation agricole et les chambres d'agriculture lors de la consultation publique sur les projets de SDAGE 2016-2021. Enfin, soulignons que même si les orientations des SDAGE étaient réellement appliquées, l'état des masses d'eau serait certes amélioré, mais il n'atteindrait sans doute pas le bon état (14).

POUR CONCLURE...

Aujourd'hui, les pratiques d'amélioration des systèmes conventionnels et le cadre réglementaire montrent leurs limites. Désormais, des changements plus radicaux sont inévitables si l'on veut répondre aux objectifs de qualité des eaux : « l'atteinte du bon état de l'ensemble des masses d'eau d'ici 2027 nécessite impérativement une rupture radicale et rapide par rapport aux tendances d'évolution en cours » (15). Cet échec est d'autant plus inquiétant si l'on tient compte de l'inertie du système hydrogéologique et de la persistance des molécules. C'est pourquoi, il est nécessaire de transformer en profondeur les pratiques agricoles en reconnectant les grandes cultures avec l'élevage, en instaurant des rotations longues, en dés-intensifiant l'élevage industriel, la viticulture et l'arboriculture etc. Or ces nouveaux SDAGE, essentiellement palliatifs, ne sont pas vecteurs d'une transition agricole à la hauteur de l'enjeu que représentent les pollutions diffuses en France.

Le saviez-vous ?

Les surcoûts et pertes financiers annuels attribués aux pollutions agricoles diffuses sont évalués

entre 1 110 à 1 680 millions d'euros/an

Source : Coûts des principales pollutions agricoles de l'eau, Ministère chargé de l'environnement, 2011

(10) Le NOmbre de Doses Unités permet d'évaluer l'intensité d'utilisation des produits phytopharmaceutiques en rapportant la quantité vendue de chaque substance active à une « dose unité » qui lui est propre. (11) Source : M. Valo, *La contamination des rivières par les pesticides*, Le Monde, 2014 - [ici](#). (12) Les zones vulnérables sont les terres désignées par la Directive Nitrates afin d'y « réduire la pollution des eaux provoquées ou induites par les nitrates à partir de sources agricoles, et prévenir toute nouvelle pollution de ce type ». (13) Arrêté du 5 mars 2015 précisant critères et méthodes d'enrichissement des eaux et délimitation des zones vulnérables. (14) Voir notamment Billen et al. (2013). (15) Avis du Conseil scientifique du CB AESN : *Transitions agricoles pour restaurer la qualité de l'eau : Obstacles, freins et leviers d'action*, Avril 2014.

NOUVEAUX SDAGE :

continuité ou discontinuité écologique ?

Par Josselin de Lespinay,

Membre du comité de bassin Loire-Bretagne

Les modifications morphologiques des cours d'eau et des milieux aquatiques tels que barrages, endiguements, chenalisations, sont une des causes principales de dégradation de leur qualité physico-chimique et de la biodiversité. Aussi la Directive-cadre européenne sur l'eau a posé comme objectif le rétablissement de la libre-circulation des espèces et des sédiments dans les cours d'eau. De la formulation en droit français de cette notion par la loi sur l'eau (LEMA) il en est résulté l'expression de « continuité écologique » qui recouvre explicitement la même règle. Il s'agit en fait de revenir à un état plus naturel, à des cours d'eau moins aménagés et où la biodiversité peut à nouveau s'exprimer au bénéfice de la qualité de l'eau et de toutes les composantes qui sont associées aux milieux aquatiques.

La mise en œuvre de la continuité écologique se heurte toutefois à des difficultés diverses, sans parler des réticences. Tout d'abord le nombre d'obstacles : désormais plus de 80.000 recensés par le "Référentiel des obstacles à l'écoulement" (ROE). Pour la reconquête de la continuité, il a fallu définir des priorités, et même pour ces obstacles « majeurs » on est encore loin du compte. D'autre part, notons l'absence fréquente de maître d'ouvrage malgré les aides apportées par les agences de l'eau. Mais « l'obstacle » le plus fréquent résulte des réticences locales pour toute modification de leur environnement habituel. Dans ce domaine la solidarité amont-aval ne joue guère, et certaines associations de « défense des barrages », fort actives et bien relayées par des officines de désinformation, faisant un lobbying efficace au plus haut niveau, vont jusqu'à contester la notion même de « continuité écologique ». Toutefois les SDAGE ont inscrit cette notion dans leurs recommandations ou prescriptions, avec plus ou moins d'ambition. Tour d'horizon.

ADOUR-GARONNE

La restauration de la continuité écologique dans les cours d'eau par réduction de l'impact des ouvrages transversaux est une priorité du 10^e programme de l'agence de l'eau Adour-Garonne, et divers aménagements ont été réalisés pour améliorer la continuité écologique. Mais si globalement les milieux aquatiques prennent une place de plus

en plus importante, tant dans le SDAGE que dans son programme de mesures, ils en restent surtout à l'intention et ne prennent que peu en compte la question des débits et marnages à l'aval des ouvrages, condition pourtant essentielle à la vie des espèces aquatiques (1). De même, sur le terrain la question du transport sédimentaire doit être plus sérieusement prise en compte. Pour rappel le bassin Adour-Garonne abrite encore 8 espèces de poissons migrateurs amphihalins (2). Comme dans d'autres bassins la question de la préservation des zones humides n'est pas assez soumise au principe « éviter-réduire-compenser » face aux projets d'aménagements tels que drainages ou urbanisation. Sur ce plan le SDAGE manque d'ambition, cédant aux lobbies des élus, aménageurs et agriculteurs.

De plus, la création de stockages d'eau pour l'irrigation affecte profondément la dynamique naturelle des cours d'eau, et pourtant l'agriculture intensive en fait une véritable priorité, malgré les mises en garde des scientifiques (3) et des Associations de Protection de la Nature et de l'Environnement (APNE). La disposition D14 en est le parfait exemple : elle se veut préserver les milieux à forts enjeux environnementaux (cours d'eau en très bon état et réservoirs biologiques) de l'impact de la création de plan d'eau mais présente une dérogation pour les projets inscrits dans le cadre d'une déclaration d'intérêt général prévue par l'article L. 211-7 du code de l'environnement, notamment ceux correspondant à la C18 « création de nouvelles réserves d'eau » !



Le Cher en aval de Savonnières © Josselin de Lespinay

ARTOIS-PICARDIE

Les héritages militaires, industriels et de navigation ont fortement artificialisé le milieu, et la continuité écologique se devait d'être améliorée dans le nouveau SDAGE (mesures B4-1, C4). Mais la reconnexion de zones humides aux cours d'eau peut poser problème à certains SAGE, et la restauration des continuités nécessite de très nombreux et difficiles réaménagements. Les projets de restauration des cours d'eau et le respect de la procédure « éviter-réduire-compenser », strictement respectée dans les zones humides enregistrées, devraient rendre plus perceptibles les « frémissements » d'amélioration de la qualité morphologique et physico-chimique des cours d'eau, ainsi que la reconquête par les migrateurs.

LOIRE-BRETAGNE

Le nouveau SDAGE montre une affirmation plus forte du principe de prévention de toute nouvelle dégradation du milieu. Le chapitre 9 constitue une meilleure prise en compte de l'ensemble des espèces aquatiques, et donc du champ de leur protection.

(1) L'Agence de l'eau Adour-Garonne a contribué en 2012 au financement d'un très efficace film de 20 mn, réalisé par l'INSTITUTION ADOUR, et qui s'appelle « Restituer à l'Adour son espace de mobilité » www.youtube.com/watch?v=uV-yFdzOrUk. (2) Saumon atlantique, truite de mer, lamproie fluviatile, lamproie marine, grande alose, alose feinte, anguille et esturgeon d'Europe. (3) Il existe par exemple un projet de création d'une zone d'agriculture intensive irriguée sur le plateau des bastides du sud Périgord, avec un pompage dans la Dordogne à 20 km de là. Au fou !

QU'EST-CE QUE LA CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE DES COURS D'EAU ?

Cette notion a été introduite par la Directive Cadre sur l'Eau et se définit, selon l'article R214-109 du code de l'environnement, comme la libre circulation des organismes vivants et leur accès aux zones indispensables à leur reproduction, leur croissance, leur alimentation ou leur abri, le bon déroulement du transport naturel des sédiments ainsi que le bon fonctionnement des réservoirs biologiques. La continuité écologique a deux dimensions : l'une longitudinale, à laquelle font obstacle, principalement, des barrages et l'autre latérale, à laquelle font obstacle des digues ou des enrochements par exemple.

La problématique des changements climatiques est intégrée comme source de modification ou d'aggravation de l'état physique du milieu, et cette problématique a été incluse de façon transversale dans une dizaine de mesures, en particulier dans le chapitre 7. Globalement, le sujet est quand même abordé de façon trop diffuse et n'appréhende pas de façon assez concrète les mesures à mettre en œuvre.

L'état des lieux a montré une légère avancée en matière de continuité écologique, mais malgré des politiques d'aménagement ou de suppression d'ouvrages on est encore loin du compte tant les cours d'eau du bassin sont fortement artificialisés, et les impacts sur le milieu restent importants. Le « taux de fractionnement » (4), nouvel indicateur, vient épauler le « taux d'étagement » (5) dans l'évaluation des obstacles à l'écoulement sur les cours d'eau.

Les avancées apportées par le SDAGE 2010-2015 concernant les zones humides sont mieux formulées, mais la disposition 8A-3 sur la compensation a été et continuera à être facilement contournée par les aménageurs.

RHIN-MEUSE

Onze propositions d'inflexion du 10^{ème} programme ont été déclinées en dix enjeux, qui engagent à mieux intégrer l'adaptation aux changements climatiques, à favoriser une approche intégrée des enjeux « eau » sur un même territoire, renforcer la lisibilité des actions, continuer de renforcer l'émergence de travaux liés à la préservation des milieux aquatiques. Ces inflexions ont abouti à cinq chantiers prioritaires, parmi lesquels on trouve la restauration de la fonctionnalité des milieux aquatiques et de la continuité écologique, prioritaire dans ce SDAGE d'un bassin entravé par plus de 8000 ouvrages. Le taux d'intervention a été porté à 80% pour ce qui est des coûts de restauration globale des cours d'eau, avec priorité à l'effacement, et confirmation du projet saumon.

RHÔNE-MEDITERRANEE

Le projet de SDAGE se situe dans le prolongement du précédent avec néanmoins quelques nouveautés : prise en compte des changements climatiques identifiés dans une nouvelle orientation, surfaces imperméabilisées, gestion patrimoniale des réseaux, alignement avec la directive inondation (Plan de Gestion des Risques d'Inondation). Le projet tentait d'être plus précis au niveau des prescriptions liées à la compensation dans le cas de destruction des zones humides, et d'une façon générale au niveau des documents d'urbanisme. Malheureusement la pression des lobbies (agriculture notamment) a beaucoup raboté les timides avancées du projet primitif. Par exemple, très peu de règles ont été introduites pour la protection des zones humides et à l'inverse, on a facilité la création de nouvelles réserves d'eau (7). Les points innovants restent cités pour mémoire pourrait-on dire, car l'obsession de ne pas « créer du droit » qui a pesé sur toute l'élaboration du SDAGE

a fortement amoindri sa portée opérationnelle. Une seule satisfaction, la mise en valeur du rôle de l'éducation à l'environnement. On ne pouvait faire moins vu le niveau des réponses institutionnelles à la consultation, sans parler des errements de notre Ministre à propos des moulins censés terrasser l'effet de serre.

SEINE-NORMANDIE

Peu de secteurs dans ce bassin sont épargnés par des pressions morphologiques, anciennes et nouvelles, et de nombreuses masses d'eau sont fortement modifiées ou artificialisées en milieu urbain ou en zone portuaire, voire en territoires ruraux. Pourtant des progrès significatifs ont été effectués dans la restauration de la continuité écologique, en Basse-Normandie, Seine-Maritime et axe Seine. Toutefois il n'est pas fixé d'objectifs plus ambitieux pour la réduction du taux d'étagement ou de fractionnement des cours d'eau, dont l'intérêt pour les milieux aquatiques est pourtant majeur, et il faudrait une prise en compte plus importante des têtes de bassin et petits chevelus de cours d'eau.

Les changements climatiques et l'anticipation de leurs effets sont des questions centrales et novatrices dans le projet, mais elles nécessiteraient d'être mieux déclinées au niveau de territoires sur lesquels des tensions existent déjà.

Le rôle et les services rendus par les zones humides sont affichés, néanmoins la portée réelle des dispositions reste à évaluer et paraît bien insuffisante pour inverser la tendance actuelle. La compensation pour suppression de zone humide a été établie à 150%, sa mise en œuvre dépendant localement des autorités administratives. Parmi les projets de nature à compromettre la réalisation des objectifs environnementaux, le canal Seine-Oise apparaît potentiellement le plus impactant sur les ressources en eau tant en quantité qu'en qualité.

POUR CONCLURE...

Les mêmes petites avancées, et le même manque de véritable concrétisation des ambitions. De ceux qui ne veulent pas qu'on touche à certains barrages inutiles, ceux qui veulent nourrir la planète avec des pesticides, sans oublier les tenants de la rente d'une micro-hydro-électricité aussi inutile que coûteuse, les « enjeux économiques » sont le nom que prend la combinaison d'enjeux privés de court terme afin de se faire passer pour de l'intérêt général. Et les projets de SDAGE élaborés par les techniciens et scientifiques à partir de l'état des lieux, donc du réel, se diluent au gré des rapports de force au sein des comités de bassin. Sur ce plan la partie est totalement déséquilibrée. Le bloc des acteurs de l'agro-industrie est toujours présent, actif et puissant, tant à l'intérieur qu'au sein des antichambres de ministères. Premiers à promouvoir la « culture du résultat » lorsqu'il s'agit de leurs intérêts privés, les acteurs économiques acceptent mal qu'elle leur soit imposée lorsqu'elle repose sur le seul intérêt général ! En face d'eux quelques associatifs et de bien rares élus, essentiellement ceux de sensibilité « verte ». Or les élus constituent 2/5^{èmes} des membres des comités de bassin. Mais dans la campagne électorale permanente actuelle il y en a presque toujours en attente de nomination, ou fraîchement élus puis désignés et se déclarant eux-mêmes comme peu au fait des enjeux, ou trop occupés pour participer aux commissions, là où tout se décide. Ce roulement permanent ne permet pas une implication réelle et durable des représentants du peuple.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Sur un même cours d'eau, un secteur sans ouvrage peut abriter plus de 600 poissons de 9 espèces différentes, tandis qu'un secteur avec ouvrage(s) abriterait moins de 30 poissons de 4 espèces différentes (7).

(4) Taux de fractionnement : rapport entre la somme des hauteurs de chutes artificielles créées en étiage par les obstacles transversaux et le linéaire du drain principal. (5) Taux d'étagement : rapport entre la somme des hauteurs de chutes artificielles créées en étiage par les obstacles transversaux et le dénivelé du cours d'eau. (6) Ces retenues de substitution sont financées à plus de 80% par de l'argent public. (7) FDAAPPMA 62, (2007). La continuité écologique des cours d'eau – Un enjeu majeur du bassin Artois Picardie pour 2015.

Par François-Marie Pellerin,

Vice-Président de la Coordination pour la défense du Marais-Poitevin

Parallèlement à la dégradation de la morphologie des cours d'eau et de leur continuité, l'impact des pollutions diffuses et les prélèvements dans la ressource en eau constituent un facteur de dégradation du bon état de l'eau en France. Une « gestion quantitative » soutenable viserait à maintenir un équilibre entre les prélèvements et l'eau disponible dans le milieu naturel sans perturber son bon fonctionnement. Dans quelle mesure les nouveaux SDAGE ont-ils intégré les enjeux relatifs à la gestion quantitative ?

LES GRANDS PRINCIPES DE LA GESTION QUANTITATIVE

Ne scindons pas la gestion quantitative de la gestion qualitative

Le critère de « bon état » quantitatif est formalisé pour les eaux souterraines dans la Directive Cadre sur l'Eau (DCE). Ce bon état exige que « les prélèvements ne dépassent pas la capacité de renouvellement de la ressource disponible, compte tenu de la nécessaire alimentation des écosystèmes aquatiques » (1). Pour les eaux de surface (cours d'eau, plans d'eau), le paramètre « quantitatif » n'est pas un critère explicite de leur « bon état » tel que la DCE le définit. Ce bon état est évalué par des indicateurs biologiques et physico-chimiques. Ces indicateurs sont dépendants du débit des cours d'eau et du rythme de leur variation au cours de l'année. Ce principe a abouti en France aux concepts de DMB (Débit Minimum Biologique), de DCR (Débit de Crise), de DOE (Débit Objectif d'Etiage) (2). Ainsi, la gestion quantitative est indissociable de la gestion qualitative au sens large, nécessaire au bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques, milieux humides inclus.

Distinguons les prélèvements de la consommation nette

Les prélèvements bruts désignent la quantité prélevée dans le milieu naturel, dont une partie retourne dans le milieu naturel. Tandis que la consommation nette correspond à une quantité d'eau prélevée, réellement consommée, absorbée et qui n'est pas rendue au milieu après utilisation (3). Ainsi, si l'énergie est à l'origine de près de 60 % des prélèvements, sa consommation nette est cependant relativement faible (22 %). A l'inverse, l'irrigation des cultures prélève seulement 15 % du volume total, mais n'en restitue qu'une très faible part (4). Les prélèvements liés à l'irrigation, notamment réalisés en période estivale lorsque les milieux aquatiques sont les plus fragiles et les nappes au plus bas niveau, constituent le problème majeur de la gestion quantitative. Par ailleurs, il est regrettable que la loi sur l'eau et les milieux aquatiques (Lema) (2006) ne fasse pas cette distinction prélèvement/consommation, en particulier pour le calcul des redevances, alors que la législation précédente le permettait.

Une gestion par la définition de « volumes prélevables »

Afin d'atteindre le bon état des masses d'eau imposé par la DCE, la Lema de 2006 instaure la notion de « volumes prélevables » (5). Pour chaque usage, eau potable, industrie, irrigation, un volume prélevable est attribué. Concernant les prélèvements agricoles, les volumes prélevables impliquent des modalités de gestion collective remplaçant les autorisations individuelles de prélèvement et la gestion par les débits qui étaient accordés par les préfets. Ainsi la Lema prévoit la création d'organismes uniques de gestion collective (OUGC), dont la mission est d'assurer la répartition du volume prélevable entre les irrigants. Cet organisme est dépositaire de l'autorisation unique de prélèvement. Enfin soulignons qu'est parue l'instruction du Gouvernement du 4 juin 2015 relative au financement par les agences de l'eau des retenues de substitution (6) qui officialise la levée du moratoire (7) sur le financement des stockages d'eau par les agences de l'eau.

Le bon état quantitatif freiné par des intérêts catégoriels forts

Les zones où les masses d'eau sont en mauvais état se situent principalement dans les bassins Adour-Garonne, Rhône-Méditerranée-Corse et dans une grande partie du bassin Loire-Bretagne. Sur les 34 milliards de m³ prélevés en 2001, 48 % revenaient à l'irrigation contre 24 % aux usages domestiques. En période estivale, l'agriculture irriguée est responsable de 79 % de la consommation nette d'eau en France (8). Les pompages en nappe ou en rivière se multiplient, créant des situations de déficit chronique pour les milieux aquatiques, allant parfois jusqu'à l'assèchement total des cours d'eau pendant une longue période de l'année. Au sein des Comités de bassin, les déclarations publiques en faveur d'un bon état quantitatif des masses d'eau ne sont que rarement partagées par les représentants majoritaires des collèges « agriculture » et « industries ».

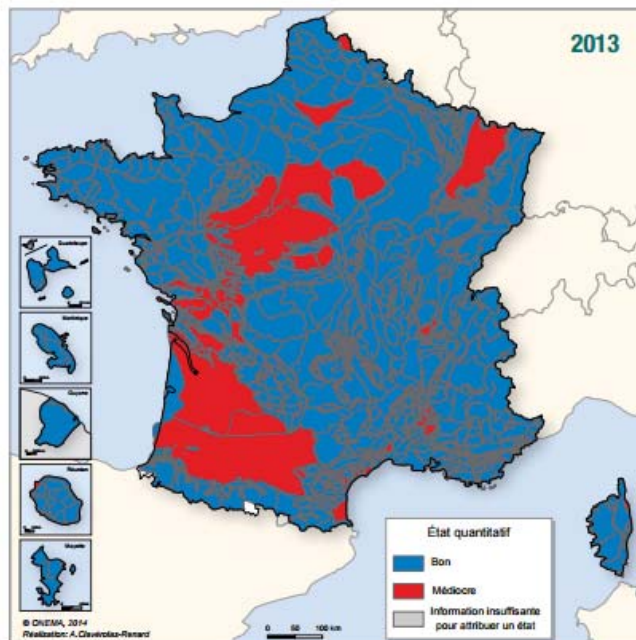
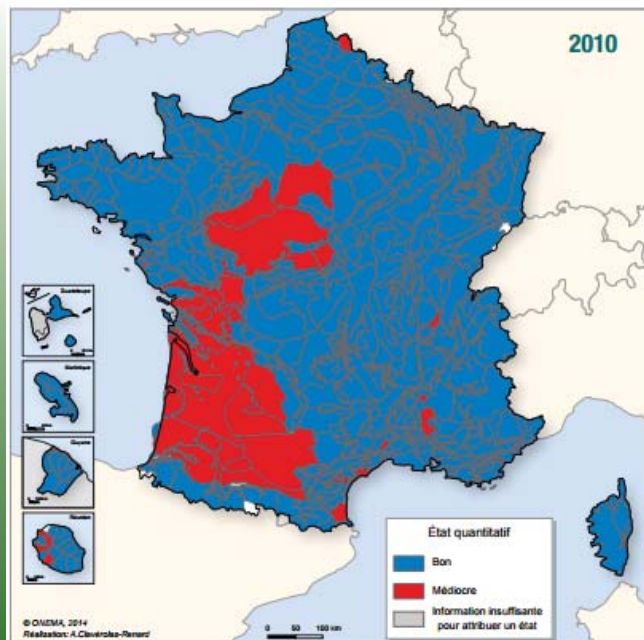
VERS QUELLE INTÉGRATION DES ENJEUX DE GESTION QUANTITATIVE ?

Des définitions floues

Seuls les SDAGE Adour-Garonne, Loire-Bretagne, Rhône-Méditerranée, abordent de front la question du stockage artificiel de l'eau et des prélèvements hivernaux. Alors que le SDAGE Loire-Bretagne retient une définition relativement précise de la « substitution », le SDAGE Adour-Garonne se calque sur la définition suffisamment vague de l'instruction ministérielle du 4 juin. La définition figurant dans le SDAGE Rhône-Méditerranée n'en est pas moins imprécise si l'on s'en tient à sa disposition 7-03. Quant à la quantification et à la gestion des « volumes prélevables », ces aspects sont souvent traités dans des documents de planification construits indépendamment du SDAGE. En Rhône-Méditerranée, ces documents prennent la forme de « plans de gestion de la ressource en eau » que le SDAGE « veut rendre opérationnels » (9).

En Adour-Garonne, les « Plans de Gestion des Etiages » traitent exclusivement de l'aspect quantitatif de la gestion de l'eau sur les principaux grands bassins versants agricoles. Sur ce bassin, en 2010, les « irrigants » ont bloqué le processus de réforme des « volumes prélevables » et ont obtenu des volumes surestimés de 100 millions de m³ par rapport à la proposition des services de l'Etat. De plus, les irrigants ont négocié des protocoles d'accord (10) avec l'Etat, qu'ils cherchent depuis à imposer comme feuille de route de la gestion quantitative. Ces protocoles, dont la rédaction a exclu les autres usagers, ont été contestés par les APNE. Ils ont fait l'objet d'un examen par une mission d'évaluation du Conseil général de l'environnement et du développement durable et de l'alimentation, et du Conseil Général de l'agriculture et des espaces ruraux (11). En Rhin-Meuse, la notion de « volume prélevable » n'est évoquée que dans la perspective des changements climatiques. En Seine-Normandie, le thème est abordé dans le cadre de la « gestion de la rareté de la ressource en eau ». En Artois-Picardie, ce thème n'est pas considéré comme un enjeu particulier.

(1) http://www.eaufrance.fr/IMG/pdf/evaluation_2010-2013_201506.pdf p 8. (2) Le DOE : débit moyen mensuel qui permet d'assurer qu'au-dessus de celui-ci l'ensemble des usages en aval du point mesuré est en équilibre avec le bon fonctionnement du milieu aquatique. (3) Source : Centre d'Information sur l'eau - ici. (4) Source : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/ED62.pdf>. (5) Voir la note « La gestion structurelle », France Nature Environnement ici. (6) Consulter le texte ici.



Etat quantitatif des masses d'eau souterraine - Source : Rapportage 2010/Etat des lieux 2013 - Données transmises par les secrétariats techniques de bassin

La gestion des plans d'eau

Le SDAGE Seine-Normandie aborde cet enjeu dans son orientation 22 : « Limiter la création de nouveaux plans d'eau et encadrer la gestion des plans d'eau existants ». Nous retrouvons le même type de dispositions et d'orientations dans les SDAGE de Rhône-Méditerranée, Adour-Garonne et de Loire-Bretagne. Dans ce dernier bassin, rappelons l'épuisant feuilleton relatif à la tentative de limitation des prélèvements agricoles hivernaux. Si les représentants des secteurs agricole et industriel estimaient qu'il était possible de définir les volumes prélevables sur la base des débits d'étiage (en été), les APNE, les pêcheurs et le secrétariat technique de bassin ont rappelé que fixer les débits d'étiage comme critères de calcul pour l'ensemble de l'année, amène à surestimer ces volumes. En effet, ces derniers sont obtenus en estimant la différence entre le volume qui circule dans les milieux à un moment donné et le volume minimum nécessaire au bon fonctionnement des milieux aquatiques. Or, le bon fonctionnement des milieux en hiver exige des seuils minima bien plus hauts qu'en été. Ainsi, les crues morphogènes sont nécessaires pour régénérer les milieux aquatiques et donc maintenir le bon fonctionnement biologique et physicochimique des milieux (12). En attendant, le principe retenu en Loire-Bretagne est de substituer le « volume prélevable hivernal » par un encadrement des prélèvements : débits (rivières) ou niveaux (nappes) et périodes calendaires. Afin d'assurer l'acceptabilité de cette démarche, le secrétariat technique a ouvert la possibilité de création de retenues dans les secteurs qui ne seraient pas en « risque quantitatif » sur la base de l'examen des Débits d'Objectif d'Etiage. Cette « ouverture » a servi de prétexte au lancement d'une contre-expertise initiée par le Conseil Général de Vendée et déstabilisant le secrétariat technique.

UNE GESTION QUANTITATIVE ENCORE MALMENÉE

Une notion de substitution ambiguë

En n'étant pas rigoureusement encadrée, la notion de substitution ouvre la porte à un accroissement du potentiel d'irrigation néfaste à l'environnement. En effet, si les techniques de substitution peuvent apparaître comme « la moins pire des solutions » car les prélèvements sont reportés en hiver, elles incitent, par leur coût élevé, à atteindre une haute productivité agricole. Celle-ci est généralement obtenue

par l'utilisation d'intrants agricoles dégradant les milieux aquatiques. Même dans le bassin Loire-Bretagne où les définitions sont pourtant les plus précises, le principe de substitution y est détourné du fait de l'indigence des autres outils d'économie d'eau agricole et de la manipulation sur les volumes de référence. Enfin, les dispositions figurant dans les SDAGE, souvent peu impératives, laissent beaucoup de latitude aux services instructeurs locaux. Compte tenu des incertitudes induites par les réformes territoriales, ceci ne peut qu'être que de mauvais augures au regard des expériences passées ... Sauf à reporter la vigilance sur le système associatif que les restrictions budgétaires étranglent !

Changements climatiques : vers quel type d'économie d'eau ?

A des degrés divers, l'impact des changements climatiques est pris en compte par les nouveaux SDAGE. Si les changements climatiques poussent aux économies d'eau, notons qu'il s'agit principalement des économies à usage domestique. Bien que nécessaires, ces économies ne doivent pas masquer l'enjeu majeur et prioritaire de la réduction des prélèvements d'eau agricole.

Les volumes prélevables en nappes souterraines

Dans presque tous les SDAGE, il est affirmé que le bon fonctionnement des milieux aquatiques et des milieux humides connectés aux nappes souterraines constitue un critère fondamental. Ainsi le SDAGE Seine-Normandie demande au pétitionnaire de « limiter et justifier les prélèvements dans les nappes sous-jacentes à une zone humide » (13). Pourtant, dans les nouveaux SDAGE il faut « slalomer » dans les méandres des différentes dispositions afin d'en faire ressortir ce principe pourtant fondamental.

QU'EN CONCLURE ?

En dehors du cas du bassin Adour-Garonne, les APNE ont voté pour les SDAGE. Globalement, elles estiment que suffisamment d'éléments extérieurs sont en place pour gripper une machine déjà en peine d'assurer les objectifs qui lui sont assignés. En pratique, tout se jouera dans l'application de ces textes, et dans l'interprétation locale du principe de « compatibilité » entre SDAGE et SAGE. Perspective d'autant plus périlleuse compte tenu la future déstabilisation des structures territoriales...

(7) En 2012, Delphine Batho, alors Ministre de l'Ecologie, avait décidé de suspendre les soutiens financiers à cette pratique dans l'attente d'un rapport parlementaire (8) Sources : Statistiques Medde. (9) Disposition 7-01. (10) Protocoles d'accord Aquitaine-Midi-Pyrénées ; Poitou-Charentes [ici](#). (11) Rapport de la mission CGEDD-CGAAER, Octobre 2015 - [ici](#). (12) L'équivalent hivernal, en hautes eaux, d'un DOE défini pour l'étiage et qui sert de base au calcul du volume prélevable, n'est pas encore consolidé sur le plan scientifique. (13) Cf. Disposition 85.

TROP D'EAU ICI, PAS ASSEZ LÀ: LE CLIMAT EST-IL PASSÉ PAR LÀ ?



FRANCE NATURE
ENVIRONNEMENT

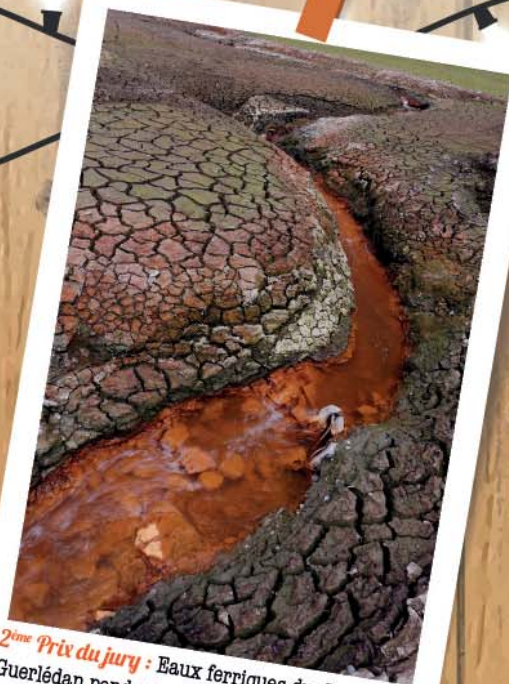


Établissement public du ministère
chargé du développement durable

9^e CONCOURS PHOTO DU BASSIN LOIRE-BRETAGNE



1^{er} Prix du jury : Vestiges de la Loire visibles en période de très basses eaux, à Amboise. Photographie de **Lorraine Levieuge**.



2^{ème} Prix du jury : Eaux ferrugineuses du Lac de Guerlédan pendant sa mise à sec en 2015, dans le Finistère. Photographie de **Jean-Luc Valérie**.



3^{ème} Prix du jury : La glacière municipale d'Etel. Photographie de **Max Hervouet**.



Prix du public : Canal de Nantes à Brest entre brume, pluie et inondation. Photographie de **Geordie Garrand**.